



« L'éducation des filles en situation de crise »

Michelle Perrot, Plan International France¹

Plateforme Genre et développement/MEAE

Rencontre-débat du 26/06/2018 - « Table ronde : mobilisations et plaidoyers »

Résumé :

L'éducation des filles est de plus en plus reconnue comme étant le meilleur investissement qu'on puisse faire pour combattre la pauvreté et atteindre l'ensemble des ODD. Aujourd'hui pourtant, 75 millions d'enfants et de jeunes dont une majorité de filles sont déscolarisés dans 35 pays affectés par des crises. En situation de crise, les filles sont 2,5 fois plus à risque d'être déscolarisées que les garçons. Ces dernières années, seulement 2% du financement humanitaire global a été consacré à l'éducation.

Le plaidoyer porté par Plan International et ses partenaires auprès des dirigeants et dirigeantes du G7 a porté ses fruits : un engagement politique et financier historique a été pris en faveur de l'éducation des filles en situation de crise (2,49 milliards d'euros). Le doute demeure cependant sur le caractère additionnel de la plupart de ces financements. Quoi qu'il en soit, nous appelons la France, qui présidera dès janvier prochain le G7, à assurer le suivi de cet engagement. La présidence du G7 en 2019, sera en effet pour elle une occasion sans précédent d'affirmer son engagement et son leadership en faveur de l'enjeu fondamental que constitue, pour l'atteinte des ODD, l'éducation des filles dans le monde.

¹ Contact : michelle.perrot@plan-international.org - www.plan-international.fr

Présentation de Plan International France :

La vision de l'ONG Plan International est d'œuvrer pour un monde plus juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité filles-garçons en particulier.

Nous agissons avec et pour les enfants et les jeunes les plus vulnérables, particulièrement les filles, pour leur donner les moyens d'apprendre et de s'émanciper.

La fédération Plan International, née en 1936, opère dans 73 pays, dans des contextes de stabilité comme de crise.

En France, où nous sommes présents depuis 1993, nous avons le statut de fondation reconnue d'utilité publique. Nous apportons un appui technique et financier à la mise en œuvre des programmes de Plan International sur le terrain, nous sensibilisons le public français aux enjeux liés aux droits de l'enfant et nous plaçons auprès des décideurs pour une meilleure prise en compte des droits des enfants et des jeunes dans la politique de solidarité internationale de la France. Nos priorités stratégiques sont l'éducation de base et la formation professionnelle des enfants et des jeunes, avec une attention particulière à l'égalité de genre et à la participation des enfants et des jeunes en tant qu'acteurs de leurs droits et des dynamiques de transformation sociale.

Un exemple de plaidoyer et de mobilisation mené autour l'éducation des filles en contexte de crise et du G7 sous présidence canadienne

A. Enjeux

L'éducation des filles est de plus en plus reconnue comme étant le meilleur investissement qu'on puisse faire pour combattre la pauvreté et atteindre l'ensemble des ODD ; les externalités positives² de l'éducation sont nombreuses en effet, en termes de développement économique, d'égalité de genre, de construction de la paix, de défense de l'environnement, de protection contre les violences de genre, de santé et d'éducation des enfants.

Pourtant, 1 fille sur 5 en âge d'aller à l'école (primaire et 1er cycle du 2ndaire) n'y va pas.

En situation de crise, les filles sont 2,5 fois plus à risque d'être déscolarisées que les garçons.

Aujourd'hui, 75 millions d'enfants et de jeunes sont déscolarisés dans 35 pays affectés par des crises, dont une majorité de filles.

² <http://www.coalition-education.fr/depotWeb/Observatoire-de-l-aide-de-la-France-a-l-education-pdf.pdf>

Or les crises ont tendance à se prolonger ; les familles déracinées par des conflits passent en moyenne 26 ans de leur vie comme réfugiées ou comme personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, avec toute l'incertitude que cela peut faire peser sur l'éducation et l'avenir des enfants et des jeunes concernés.

Lorsque les filles sont privées de l'accès à une éducation, elles sont plus vulnérables à la violence, à la discrimination et à l'exploitation, notamment à la violence sexuelle, au mariage précoce et à la grossesse pendant l'adolescence.

Exemple étude Plan International au sud Soudan³ : 30% des écoles primaires attaquées ; 2 millions de filles et de femmes à risque de subir des violences ; 74% des filles de plus de 15 ans sont analphabètes

Un récent rapport de Plan International (mai 2018), intitulé « Les filles adolescentes en crise : voix du Sud Soudan » a permis de recueillir la voix de 249 filles âgées de 10 à 19 ans dans 5 localités du Sud Soudan ; elles ont été interrogées sur leur expérience quotidienne de survie dans un pays en guerre. 1 fille sur 4 interrogée dit avoir envisagé de se suicider durant les 12 derniers mois.

Ces filles vivent au quotidien dans la peur de nombreuses formes de violences (meurtres, viols, agressions...), notamment lorsqu'elles vont chercher de l'eau ou collecter du bois de chauffage pour leurs familles.

Inversement, l'éducation protège les filles des pratiques traditionnelles néfastes : dans les pays aux plus hauts taux de mariage d'enfants, les filles qui suivent des études secondaires ont 5 fois moins de chance d'être mariées enfant que les filles qui n'ont pas ou peu été scolarisées⁴.

Pour des millions d'enfants pris au piège des conflits ou des catastrophes partout dans le monde, l'accès à une éducation de qualité, promotrice de l'égalité filles-garçons/femmes-hommes, dispensée dans un environnement sûr, peut représenter un puissant rempart contre les différentes formes de violences auxquelles ils sont exposés, ainsi qu'une plate-forme unique à partir de laquelle d'autres services essentiels — notamment en matière de nutrition et de droits et santé sexuelle et reproductive — peuvent être assurés.

Alors même que l'éducation en situation d'urgence a été qualifiée à maintes reprises par les familles et les enfants eux-mêmes de priorité absolue, il s'agit souvent du premier service à être interrompu.

Ces dernières années, malgré les enjeux qui viennent d'être rappelés, seulement 2% du financement humanitaire global a été consacré à l'éducation.

³ "Adolescent girls in crisis : voices from South Sudan" (2018) : <https://plan-international.org/publications/girls-crisis-south-sudan#download-options>

⁴ <https://www.plan-international.fr/info/actualites/publications/faire-reculer-le-mariage-precoce-par-leducation-des-filles>

B. Retour sur notre plaidoyer et mobilisation et ses résultats :

L'ONG Plan International s'est mobilisée depuis plus d'un an, au Canada, dans le cadre d'une coalition d'ONGs⁵, ainsi qu'en France, et dans tous les pays du G7, avec ses partenaires de la société civile, afin d'influencer l'agenda du G7 sous présidence canadienne ; l'objectif poursuivi était l'adoption, les 9 et 10 juin derniers, d'une déclaration publique des dirigeants du G7 en faveur de l'éducation des filles en situation de crise et la mobilisation de ressources financières, estimées à 1,3 milliards de dollars sur 3 ans, afin de bénéficier à 3,7 millions de filles.

De nombreuses actions de plaidoyer et de mobilisation sur les réseaux sociaux ont été menées dans les pays G7. Une pétition lancée par une jeune leader, [Toutes les filles ont le droit à une éducation](#), a notamment recueilli 167 000 signatures de la société civile de par le monde. Une mobilisation sur Twitter - « 7 Jours, (G) 7 Pays » a également été menée dans tous les pays du G7 en amont de la réunion conjointe des ministres du Développement et des Finances du G7 - du 24 mai au 2 juin 2018.

En France, Plan International France a inscrit son plaidoyer dans le cadre de la Coalition Education, dont elle est membre fondateur. Cette Coalition, partenaire de Coordination SUD, est également l'antenne française de la Campagne Mondiale pour l'éducation. Elle comprend 16 organisations de la société civile : ASI, organisations d'éducation populaire et syndicats⁶. Ensemble, nous revendiquons le droit à l'éducation inclusive de qualité pour toutes et tous, et notamment pour les plus vulnérables. Pour porter la cause de l'éducation des filles en situation de crise, nous avons pris part à plusieurs rdv institutionnels avec le MEAE et l'Elysée, publié des CP⁷ et une tribune⁸ et mené une campagne sur les réseaux sociaux à destination des leaders du G7.

Cette mobilisation a porté ses fruits puisque la Déclaration de Charlevoix⁹ publiée à l'issue du Sommet du G7 en a fait une priorité et que le Canada, l'UE, le Japon, le Royaume Uni et la Banque Mondiale se sont engagés à financer à hauteur de **2,49 milliards d'euros** l'éducation des filles et des femmes dans des régions du monde en proie à des conflits ou à des crises. Cet engagement financier représente un investissement historique dans l'éducation des filles en situation de crise et de conflit. Il a le potentiel de changer la vie de plus de 8 millions de filles les plus vulnérables. Bien que la France n'ait pas pris de nouveaux engagements financiers, en plus de ceux annoncés à Dakar en février dernier¹⁰, elle a réitéré son engagement politique fort.

⁵ Coalition d'ONG canadiennes : Plan International Canada, RESULTS Canada, Right To Play, Save the Children, UNICEF Canada and World Vision Canada

⁶ Les organisations membres de la Coalition Éducation : Aide et Action, Asmaa, Céméa, Défi, France Parrainages, Gref, Humanité & Inclusion, Ligue de l'enseignement, One, Partage, Plan International France, Planète Urgence, Sgen-CFDT, SNUipp, Solidarité Laïque et UNSA Éducation.

⁷ [Faire de l'éducation des filles en situation de crise une priorité !](#), 5 juin 2018 puis réaction publiée le 13/06 : [G7 : l'éducation inscrite à l'ordre du jour mondial](#) – 13 juin

⁸ Tribune publiée le 08/06/2018 sur le site du Huffington Post : [Le G7 doit favoriser l'accès des filles à l'éducation partout dans le monde s'il veut changer la donne](#)

⁹ Lien vers la Déclaration de Charlevoix : [déclaration](#)

¹⁰ Le président s'est engagé à contribuer à hauteur de 200 millions d'euros à la reconstitution des fonds du Partenariat Mondial pour l'Éducation et à allouer 100 millions d'euros à l'aide bilatérale en faveur de l'éducation.

L'engagement de Charlevoix met l'accent sur l'importance d'investir dans une éducation inclusive et équitable, promotrice de l'égalité de genre et de qualité. Plus particulièrement, les dirigeants du G7 s'engagent à favoriser l'accès des filles à l'éducation de qualité en période de crise ou de conflit, dès les premières étapes de l'intervention humanitaire, tout en veillant à ce que les écoles demeurent des espaces sûrs pour les enfants.

C. Perspectives de mobilisation et de plaidoyer

Si nous saluons l'engagement politique des dirigeants du G7, nous regrettons que les fonds annoncés ne soient pas tous des financements additionnels. Nous serons quoi qu'il en soit attentifs au fléchage et à l'utilisation des financements annoncés.

Nous attendons que la France, qui présidera dès janvier prochain le G7, assure le suivi de cet engagement. La présidence du G7 en 2019, sera en effet une occasion sans précédent pour la France d'affirmer son engagement et son leadership en faveur de l'enjeu fondamental que constitue, pour l'atteinte des ODD, l'éducation des filles dans le monde.

En lien avec la Coalition éducation, nous poursuivrons le dialogue avec les acteurs institutionnels français - la Présidence de la République, le MEAE, AFD, députés etc. - pour veiller à ce que la France maintienne son aide internationale à l'éducation à 15% de son APD, en mettant la priorité sur l'éducation de base, via les canaux multilatéraux (PME et ECW) et bilatéraux, et augmente significativement le pourcentage d'aide humanitaire consacrée à l'éducation, pour atteindre au moins 4%¹¹. Ce faisant, nous continuerons de plaider pour que la politique de coopération de la France alloue davantage de ressources à l'éducation des filles en situation de crise, conformément aux priorités présidentielles et aux stratégies genre et humanitaire adoptées en mars dernier par le MEAE.

Nous espérons également que la France portera et parviendra à inscrire également ces priorités au sein du futur instrument financier de l'action extérieure de l'Union Européenne, pour la période 2021-2027.

D'ici la fin 2018, le plaidoyer de la Coalition éducation sera enrichi d'un état des lieux et d'une analyse des programmes d'éducation menés sur le terrain dans les zones en proie à des crises, en particulier dans les pays du Sahel. Cette analyse de pratiques qui portera une attention spécifique à la situation des filles et à l'égalité de genre, nous permettra de formuler des recommandations qui seront partagées avec les pouvoirs publics et tous les acteurs intéressés, afin d'améliorer la pertinence et l'impact des politiques humanitaires et de développement en la matière. Vous pouvez d'ores et déjà vous référer à quelques exemples de programmes et d'études menées par Plan International sur le sujet, en vous référant au flyer disposé à l'entrée de la salle¹².

¹¹ Cf. Observatoire de l'APD française en matière d'éducation : <http://www.coalition-education.fr/depotWeb/Observatoire-de-l-aide-de-la-France-a-l-education-pdf.pdf>

¹² Ce flyer est annexé au présent document.

**ANNEXE : aperçu de quelques recherches et programmes de terrain menés par Plan International
sur l'éducation des filles en situation de crise**

PUBLICATIONS

« Capacity statement : Education in emergencies » (2016)
<https://plan-international.org/publications/education-emergencies#download-options>

« Because I am a Girl - the State of the World's Girls - Special Focus: In the Shadow of War » (2008)
<https://plan-international.org/publications/state-worlds-girls-2008-shadow-war>

« Être adolescente en situation d'urgence : une double peine » (2013) – Chapitre 4
<https://www.plan-international.fr/info/actualites/publications/etre-adolescente-en-situation-durgence-une-double-peine>

VOIX DE FILLES

« Adolescent Girls in crisis: Voices from South Sudan » (2018)
<https://plan-international.org/publications/girls-crisis-south-sudan#download-options>

« Adolescent Girls in crisis: Voices of the Rohingya » (2018)
<https://plan-international.org/publications/adolescent-girls-crisis-rohingya>

« Adolescent girls in crisis: Voices from Lake Chad »
 (A VENIR)

PROGRAMMES

« Safe Schools Global Programme » (2014)
<https://plan-international.org/publications/safe-schools-programme>

« Child friendly spaces: providing child protection and education in conflict settings. A case study from Timbuktu, Mali » (2017)
<https://plan-international.org/publications/child-friendly-spaces-provding-protection-and-education-mali#>

« Our work with refugees and internally displaced people: case studies » (2016)
<https://plan-international.org/publications/our-work-refugees-and-internally-displaced-people-case-studies>